



**PRÉFET
DU DOUBS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**CABINET
Direction des Sécurités
Pôle Polices Administratives**

ARRETE n° 25-2024 - 12-10 - 00002

portant sur l'interdiction de vente à emporter, de détention et de consommation de boissons alcooliques à l'occasion de la nuit de la Saint Sylvestre 2024/2025.

Le préfet du Doubs
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

VU le code de la sécurité intérieure – Livre III partie législative ;

VU le titre III du livre III du code de la santé publique ;

VU le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2214-4 et L.2215-1 ;

VU le code des relations entre le public et l'administration et notamment l'article L.211-5 ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du 12 janvier 2024 portant nomination du préfet du Doubs - M. BASTILLE (Rémi);

VU l'arrêté n° 25-2024-01-29-00003 du 29 janvier 2024 portant délégation de signature à Mme Saadia TAMELIKECHT, sous-préfète, directrice du Cabinet ;

CONSIDÉRANT qu'en application du 3° de l'article L.2215-1 du code général des collectivités territoriales, le représentant de l'État dans le département est seul compétent pour prendre les mesures relatives à l'ordre, à la sûreté, à la sécurité et à la salubrité publiques dont le champ d'application excède le territoire d'une commune ;

CONSIDÉRANT qu'il convient de prendre les mesures nécessaires en vue d'assurer l'ordre, la sécurité et la tranquillité publiques à l'occasion de la nuit de la Saint Sylvestre ;

CONSIDÉRANT que cette manifestation nocturne incite à la consommation d'alcool sur la voie publique et favorise le rassemblement de groupes de personnes ivres à l'origine de violences et d'atteintes à la tranquillité et à la sécurité publique ;

CONSIDÉRANT que cette situation porte atteinte à l'ordre public, et qu'il importe en conséquence, dans l'intérêt général de la population et du caractère festif de la manifestation, de prendre les mesures nécessaires pour prévenir ces troubles nocturnes ;

SUR proposition de la Directrice du Cabinet du Préfet du Doubs :

A R R E T E

Article 1^{er} : La vente de boissons alcooliques ou alcoolisées sur la voie publique et l'espace public ainsi que dans les établissements pratiquant la vente de boissons à emporter est interdite à compter de 20h00 le lundi 30 décembre 2024 jusqu'à 6h00 du matin le mercredi 1^{er} janvier 2025 sur le territoire des communes suivantes :

communes de l'arrondissement de BESANCON :

ARC ET SENANS,
BAUME LES DAMES,
BESANCON,

8 bis, rue Charles Nodier
25035 BESANCON Cedex

Tél : 03 81 25 10 91

Mél : pref-polices-administratives@doubs.gouv.fr

CHALEZEULE,
DEVECEY,
ÉCOLE-VALENTIN,
EMAGNY,
FRANÇOIS,
MONTFERRAND-LE-CHATEAU,
QUINGEY,
ROUGEMONT,
SAINT-VIT,
SAÔNE,

communes de l'arrondissement de PONTARLIER :

JOUGNE,
LE RUSSEY,
LE BARBOUX,
MORTEAU,
PONTARLIER,
VALDAHON,

communes de l'arrondissement de MONTBELIARD :

AUDINCOURT,
BETHONCOURT,
DAMPIERRE-LES-BOIS,
EXINCOURT,
GRAND-CHARMONT,
MONTBELIARD,
PONT-DE-ROIDE,
SAINT HIPPOLYTE,
SAINTE-SUZANNE,
SOCHAUX,
TAILLECOURT,
VOUJEAUCOURT.

Article 2 : La détention et la consommation de boissons alcooliques du 3^{ème} au 5^{ème} groupe, sous quelque forme que ce soit, sur la voie publique (sauf sur les terrasses des débits de boissons à consommer sur place) est interdite à compter de 20h00 le lundi 30 décembre 2024 jusqu'à 6h00 du matin le mercredi 1^{er} janvier 2025 sur le territoire des communes listées à l'article 1.

Article 3 : Les infractions au présent arrêté seront constatées et poursuivies, conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 : Le présent arrêté sera affiché en Préfecture et Sous-Préfectures ainsi que sur les panneaux municipaux des communes listées dans l'article 1 du présent arrêté.

Article 5 : Le présent arrêté peut être contesté selon les voies de recours et dans les délais suivants :

- un recours gracieux adressé au pôle polices administratives, direction des sécurités de la préfecture du Doubs ;
- un recours hiérarchique adressé à Monsieur le Ministre de l'Intérieur – DLPAJ– Place Beauvau – 75800 PARIS cedex 08.
- un recours contentieux peut être formé devant le tribunal administratif de Besançon - 30, rue Charles Nodier - 25000 BESANCON. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Le recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2ème mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2ème mois suivant la date du rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique).

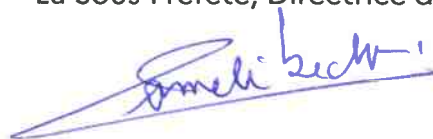
Il devra être joint impérativement à l'appui du recours une copie de la décision contestée et, le cas échéant, tout document utile à l'instruction de la requête.

L'exercice d'un recours administratif ou d'un recours juridictionnel ne suspend pas l'exécution de la décision administrative contestée.

Article 6 : La Directrice de Cabinet du Préfet du Doubs, Madame la Sous-Préfète de l'arrondissement de Montbéliard, Monsieur le Sous-Préfet de l'arrondissement de Pontarlier, Mesdames et Messieurs les maires des communes concernées, le Directeur Interdépartemental de la Police Nationale et le Commandant du Groupement de Gendarmerie du Doubs, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Besançon, le **10 DEC. 2024**

Pour le Préfet, par délégation,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet



Saadia TAMELIKECHT

